

BFM BUSINESS

LE GRAND JOURNAL DE L'ECO – Le 04/05/2021 – 19:11:17

Invité : Philippe BRASSAC, président de la Fédération Bancaire Française et directeur général du CREDIT AGRICOLE

HEDWIGE CHEVRILLON

Le Grand Journal de l'Eco se poursuit avec Philippe BRASSAC, qui est directeur général du CREDIT AGRICOLE et président de la Fédération bancaire française. Philippe BRASSAC, bonsoir.

PHILIPPE BRASSAC

Bonsoir.

HEDWIGE CHEVRILLON

Merci d'être là. Alors, on ne parle pas beaucoup du CREDIT AGRICOLE, parce que vous avez vos résultats qui vont être publiés... Mais en revanche, patron des banquiers, il y a beaucoup, beaucoup de choses à dire, sur les prêts participatifs, comment ça se met en place, on voit que ça y est, c'est parti. La question des remboursements de PGE, voire d'annulation de dettes, vous allez nous dire comment est-ce que vous voyez les choses. Mais justement, hier, c'était la première étape du déconfinement, donc ça y est, c'est reparti, on sort un petit peu du tunnel. Est-ce que la conjoncture, pour vous, elle est bonne, elle est favorable, est-ce que, ça y est, on est dans les starting-blocks ?

PHILIPPE BRASSAC

Je vais répondre oui, mais il faut être conscient que la conjoncture superpose deux tampons. Le premier de la protection, parce qu'on a toujours des secteurs d'activité qui sont contraints, qui sont limités en termes d'activité, voire interdits. Et puis, on est dans le temps de la relance en même temps, donc il faut conjuguer les deux. On peut dire que l'opération globalement de protection de l'économie, pour que le tissu économique soit préservé de début 2020 à maintenant a plutôt réussi, l'économie a souffert, mais le tissu est toujours là. Là, on est dans la relance et donc dans la capacité à accompagner les entreprises dans le retour total à la liberté de commerce et d'activité.

HEDWIGE CHEVRILLON

Oui, mais en même temps, on voit, c'est-à-dire qu'il faut que le moral soit là, il faut y aller ! Si vous aviez un message à faire passer aux chefs d'entreprise, c'est de dire, là, il faut appuyer sur le champignon et presque à Bruno LE MAIRE aussi !

PHILIPPE BRASSAC

Je pense que les chefs d'entreprise et le ministre ont vraiment ce message-là en tête. C'est-à-dire la relance, ce n'est pas simplement le temps plus heureux qui est revenu par rapport à la crise. C'est un temps aussi de retour à une compétition internationale qui s'était un peu limitée, parce que dans l'œil du cyclone, les activités internationales s'étaient limitées. Maintenant, on revient à la compétition très fortement. Donc, on a un défi à relever, pour les chefs d'entreprise, sur le plan opérationnel, c'est la reprise d'activité pour beaucoup. Mais de façon générale, pour notre économie, c'est l'économie dans laquelle on doit être une économie de compétiteur déterminé et pas d'une économie en convalescence, parce que la Chine est repartie, parce que les Américains vont repartir très fort. Donc, il faut qu'on booste la relance, d'abord parce que c'est plutôt plaisant et en même temps parce que la compétition va repartir de plus belle.

HEDWIGE CHEVRILLON

Est-ce que vous trouvez qu'il y a un discours un peu trop compatissant en France ? Vous dites, ça y est, la concurrence est là, il faut repartir !

PHILIPPE BRASSAC

Non, je pense qu'il y a eu réellement une stratégie très opérationnelle tenue par l'Etat...

HEDWIGE CHEVRILLON

Oui, mais maintenant, maintenant, le discours, est-ce qu'il n'est pas un tout petit peu trop...

PHILIPPE BRASSAC

Je ne crois pas. Je pense qu'il était normal de protéger l'économie et de ne pas oublier les derniers, c'est une question d'équité, mais aussi d'efficacité, on a besoin de tous, des cafés, des hôtels, des restaurants, du tourisme, de l'évènementiel. En même temps, il faut booster les prêts participatifs dont vous parliez, ils ne vont pas créer la relance, ils vont essayer de booster, d'aider des entreprises à repartir plus vite, plus tôt et, si possible, les plus nombreuses possibles, pour que cette relance soit un temps de sortie de crise, mais aussi de la gagne dans la compétition internationale.

HEDWIGE CHEVRILLON

Est-ce qu'il faut sortir vite en tous les cas de ces mécanismes de soutien ? Je ne parle pas forcément des prêts participatifs qui sont justement des instruments de long terme, voire les PGE. Mais est-ce qu'il faut sortir pour que les chefs d'entreprise reviennent dans la vraie vie ?

PHILIPPE BRASSAC

Non, je ne crois pas que les chefs d'entreprise aient besoin qu'on supprime les aides pour qu'ils reviennent dans la vraie vie. Je pense, au

contraire, que l'Etat a eu raison d'intervenir massivement en début de crise. L'Etat va devoir se retirer en termes d'aides, au fur et à mesure que le chiffre d'affaires revient, évidemment, il faut que ce soit progressif, il faut que ce soit adapté et c'est ce que l'Etat va faire. Mais en même temps, les retraits d'activité ou d'aides ne peuvent pas être aussi personnalisés qu'ils doivent l'être. Donc, c'est aux banques de faire le job, de faire cette relation personnalisée, qui va vraiment permettre aux entreprises de retourner vers une vraie normalité qui va avoir lieu dans six mois, douze mois ou dix-huit mois.

HEDWIGE CHEVRILLON

Pardon, la personnalisation, le sur-mesure, très compliqué, vous avez combien de clients au CREDIT AGRICOLE ! La personnalisation, la relation directe avec un chef d'entreprise, comment vous le faites ?

PHILIPPE BRASSAC

c'est le fondement de la banque personnalisée, de la banque de proximité à la française, on a 360000 collaborateurs en France dans les banques et le modèle vraiment européen et français, c'est vraiment le modèle de l'accompagnement global, de l'accompagnement durable de l'accompagnement à proximité et c'est le moment ou jamais de prouver que ce modèle a plus de valeur que le modèle purement transactionnelle, on va dire, anglo-saxon qui consiste à ne rendre...

HEDWIGE CHEVRILLON

Si vous dites ça à Jean-Laurent BONNAFE, je ne suis pas sûre qu'il soit d'accord avec vous.

PHILIPPE BRASSAC

Si, si

HEDWIGE CHEVRILLON

Le patron de BNP Paribas pardon.

PHILIPPE BRASSAC

Je pense que tous les banquiers en France et notamment ceux qui ont du retail à traiter de façon générale savent très bien que notre modèle à nous c'est le modèle de la proximité de l'accompagnement global, dans les temps heureux ça paraît toujours être quelque chose d'un peu théorique, un peu générale, dans les temps plus..., il faut qu'on prouve réellement qu'au moment où les aides vont devoir d'une façon ou d'une autre se retirer même si c'est progressivement, nous il faut qu'on apporte la personnalisation en crédit, en moratoire pour que toutes les étapes soient franchies jusqu'à un retour total à la normalité.

HEDWIGE CHEVRILLON

oui mais comment ça va se passer, c'est à dire que, par exemple on prend les prêts participatifs d'accord, pour les entreprises de plus de 10

millions de chiffre d'affaires, mais comment vous allez pouvoir décider, eux et pas lui, il aura le droit, l'autre n'aura pas le droit, comment cette personnalisation peut s'effectuer à travers qui ?

PHILIPPE BRASSAC

alors il faut distinguer de deux canons d'une certaine façon, il y a la globalité de l'économie et au fond toutes les entreprises, tous les professionnels pour lesquels il faut avoir un accompagnement personnalisé, on le fait bien ou on le fait mal mais énormément c'est notre job de relations en proximité dans le dialogue avec les chefs d'entreprise et je crois pouvoir dire qu'on le fait pas si mal que ça, en tout cas les retours d'opinion des chefs d'entreprise sont qu'ils ont besoin de cette relation personnalisée. à ne pas confondre avec les prêts participatifs qui vont accompagner des entreprises plus importantes de 2 millions de chiffre d'affaires jusqu'à 1,5 milliard pour boosté leur relance et qui doivent probablement adresser un volume beaucoup moins important que celui que nous avons pour les PGE, on pense qu'il y aura 15 à 20 milliards d'euros de prêts participatifs, faut les supporter, c'est des crédits à 8 ans avec un taux de, entre 4 et 5 %. Et donc on est plutôt dans la relance que dans la sauvegarde ou l'accompagnement vers le retour à la normalité. Dans les prêts participatifs, c'est l'étage supérieur de la fusée pour accompagner le développement et l'accélérer.

HEDWIGE CHEVRILLON

Oui mais comment ça va se mettre en place parce qu'on parle beaucoup des assureurs qui ont mis 11 milliards d'euros, les banquiers vous ne mettez rien ?

PHILIPPE BRASSAC

Non c'est les mêmes, c'est-à-dire que les banquiers nous allons nous approcher des clients, leur proposer pour grosso modo toutes les entreprises de plus de 2 millions de chiffre d'affaires et de moins de 2 milliards et demi. pourquoi moins de 2 milliards à demi, parce qu'au dessus les grandes entreprises ont accès au marché pour avoir des équivalents de fonds propres, on va toutes les approcher dès lors qu'elles ont une notation suffisante parce que là on s'adresse aux entreprises qui ont une capacité d'accélération et le critère en notation Banque de France, c'est b, b moins (phon) pour prendre, pour donner une précision là-dessus.

HEDWIGE CHEVRILLON

Ce n'est pas un peu trop dans le contexte actuel ?

PHILIPPE BRASSAC

Non nous pensons que nous allons adresser, le CREDIT AGRICOLE par exemple permettez-moi parce que là au moins j'ai les chiffres, nous

sommes en train d'adresser 55000 entreprises pour leur proposer le prêt participatif de relance et donc leur proposer ce dispositif qui devrait être, je pense, massivement pris par toutes celles et ceux qui pensent qu'ils ont le potentiel pour accélérer et pour lequel le bilan ou les fonds propres sont manquants pour aller plus vite.

HEDWIGE CHEVRILLON

55000 sur combien d'entreprises clientes ?

PHILIPPE BRASSAC

Pour le CREDIT AGRICOLE ?

HEDWIGE CHEVRILLON

Oui.

PHILIPPE BRASSAC

Je n'ai pas le chiffre parce qu'il faudrait...

HEDWIGE CHEVRILLON

Non c'est juste pour avoir une proportion, c'est une sur trois, une sur dix...

PHILIPPE BRASSAC

Non, 55000, c'est probablement une proportion de 1 sur 4 grosso modo pour le CREDIT AGRICOLE.

HEDWIGE CHEVRILLON

Et vous vous attendez à ce que ça remonte, déjà ça remonte bien, est-ce qu'il y a une appétence ou pas ?

PHILIPPE BRASSAC

Alors je réponds d'abord à votre question, vous dites les banquiers, les assureurs. Les banquiers vont avoir la responsabilité de proposer, de monter ces prêts participatifs, d'en garder 10 % dans leur bilan et les 90 % apporter un fond de places qui sera nourri en termes d'épargne par les assureurs et je vous savez souvent le banquier est également assureur, donc vous avez la banque...

HEDWIGE CHEVRILLON

Surtout le CREDIT AGRICOLE oui.

PHILIPPE BRASSAC

Voilà et donc nous allons être des deux côtés de ce monde-là.

HEDWIGE CHEVRILLON

Vous pensez que c'est un bon dispositif ?

PHILIPPE BRASSAC

Je pense que c'est un dispositif supplémentaire, une nouvelle fois l'essentiel c'était de protéger l'économie pour que le tissu économique soit préservé, permettre de booster la relance, pas la créer, c'est les entrepreneurs qui créent la relance, je pense que c'est utile parce que nous allons réaffronter une compétition dans laquelle les parts de marché international pourraient varier s'il y a des plaques continentales, l'Asie où les Amériques qui redémarreront plus vite ou plus fort plus l'Europe.

HEDWIGE CHEVRILLON

Juste nos confrères Les Echos ont sorti les binômes gérant d'actifs banques, c'est-à-dire qu'elles vont vous aider.

PHILIPPE BRASSAC

Elles vont plutôt nous contrôler, c'est-à-dire que...

HEDWIGE CHEVRILLON

Elles vont vous contrôler ?

PHILIPPE BRASSAC

Oui parce que la banque...

HEDWIGE CHEVRILLON

Je n'osais pas aller jusque là, donc elles vont vous contrôler.

PHILIPPE BRASSAC

Non c'est normal parce que c'est quand même l'épargne au fond des épargnants de façon générale qui est mobilisée par les assureurs et donc les banquiers vont proposer des prêts et à partir de 10 millions d'euros sur le crédit il y a au fond en gérant d'actifs professionnels qui vient co-instruire avec nous pour garantir la qualité de ce dispositif au niveau du fond de place.

HEDWIGE CHEVRILLON

Oui mais par exemple Amundi, votre filiale, donc leader européen de la gestion d'actifs, c'est le binôme avec la SOCIETE GENERALE.

PHILIPPE BRASSAC

Avec BNP Paribas.

HEDWIGE CHEVRILLON

Avec BNP Paribas oui surtout pas la SOCIETE GENERALE, et pour cause puisqu'il y aurait conflit d'intérêt mais en même temps donc le leader énorme et puis vous, vous avez un cabinet Eiffel donc...

PHILIPPE BRASSAC

Qui est spécialisé en gestion d'actifs, qui a de grandes expertises et compétences en la matière. Ça va permettre à ce qu'à la fois le dispositif parte vite et qu'il soit sécurisé quand même par rapport à l'épargne qui est mobilisée à travers les fonds collectifs des assureurs.

HEDWIGE CHEVRILLON

PGE, on a dit, donc le top départ il est quand là sur les prêts participatifs ?

PHILIPPE BRASSAC

Là.

HEDWIGE CHEVRILLON

Ça y est, non mais est-ce que...

PHILIPPE BRASSAC

On est prêt.

HEDWIGE CHEVRILLON

Vous n'avez pas encore signé le premier.

PHILIPPE BRASSAC

Non mais on contacte les clients.

HEDWIGE CHEVRILLON

Oui d'accord et pas de retour, c'est ce que je voulais dire. PGE, mais juste avant d'aborder la question des prêts garantis par l'Etat, est-ce que vous êtes inquiet de ce qu'on appelle le mur de la dette, rembourser la dette ? Vous, étiez déjà venu ici, Philippe BRASSAC, vous m'avez dit non, mais en même temps on voit bien tous les jours il y a cette dette supplémentaire qui se crée.

PHILIPPE BRASSAC

Mais en fait je crois qu'il n'y a pas de mur de la dette, il n'y a pas de mur de la dette qui a été créé...

HEDWIGE CHEVRILLON

J'ai l'impression d'entendre Jean-Luc MELENCHON, non ?

PHILIPPE BRASSAC

Je ne vais pas commenter. Il n'y a pas de mur de la dette qui a été créé à l'occasion de la crise Covid en 2020 pour une raison qu'il est facile à comprendre, le dispositif d'Etat c'est de protéger l'économie d'abord avec des aides financières, 77 milliards d'euros en 2020 et sans doute beaucoup plus si on rajoute les coûts indirects pour l'Etat. Et par ailleurs un dispositif on va dire de sécurité de la trésorerie avec des prêts garantis par l'Etat, 137 milliards d'euros qui ont été diffusés. Ce dispositif global jusqu'à présent il a fonctionné, c'est-à-dire qu'on a à peu près le tissu économique aujourd'hui qui était existants en début de 2020. Ce qui veut dire qu'évidemment l'aide de Etat a été consommé mais les prêts garantis par l'Etat qui sont là pour assurer une sorte de continuité d'exploitation ont à la fois fortement, je pense que vous avez peut-être un graphique.

HEDWIGE CHEVRILLON

Oui ça y est, le graphique, je crois qu'on peut le voir, ceux qui nous regarde à la télévision peuvent le voir.

PHILIPPE BRASSAC

Ca va être plus parlant, vous avez effectivement une courbe bleue qui est au fond la dette brute des entreprises qu'on voit assez fortement monter en 2020 et qui fait parler d'un risque de mur de dettes à ce moment-là, mais en même temps comme le dispositif a fonctionné ça a créé quasiment autant d'augmentation de la trésorerie qui est en vert. Ce qui veut dire que la courbe orange rouge...

HEDWIGE CHEVRILLON

Quasiment plate.

PHILIPPE BRASSAC

en fait dette nette, elle n'est pas plate mais elle est dans le train de décennal de la dette, donc il n'y a pas de crainte d'un mur de dettes spécifique liés au traitement Covid, en revanche je reviens à ce que je disais tout à l'heure il faut qu'on apporte beaucoup de souplesse dans le dispositif de remboursement des prêts garantis par l'Etat pour que nous nous adaptions aux situations individuelles de retour à la normalité. Et ça c'est notre job, ce n'est pas une question de mur, c'est une question de personnalisation.

HEDWIGE CHEVRILLON

Oui en même temps alors moi si je ne peux pas on prend à rembourser mon PGE, qu'est-ce que vous me dites ? Est-ce que d'abord vous pensez qu'il y en a beaucoup qui ne pourront pas ?

PHILIPPE BRASSAC

Normalement vous ne pouvez pas le dire aujourd'hui puisqu'un PGE c'est possiblement six années de remboursement, le client, l'entrepreneur qui le décide et c'est lui seul qui décide peut prendre deux années de différé de remboursement de capital. Ça veut dire que concrètement un PGE qui a été souscrit disons en juin 2020, si l'entrepreneur le décide, il n'a pas remboursé un premier euro de capital avant juin 2022 et si son prêt est mensuel, il va rembourser à partir de juin 2022, un douzième d'un quart du capital ou alors ce sera en juin 2023.

HEDWIGE CHEVRILLON

D'accord.

PHILIPPE BRASSAC

Donc les PGE évidemment, je ne dis pas que c'est facile de les rembourser, mais ce n'est vraiment pas un sujet de l'immédiat.

HEDWIGE CHEVRILLON

Mais vous dites pas de panique. Et donc vous dites aux chefs d'entreprise, pas de panique ce n'est pas la question du jour.

PHILIPPE BRASSAC

Il faut d'abord réussir la reprise, il faut réussir le retour au chiffre d'affaires et pour le coup les dispositifs se mettront en place. Une nouvelle fois la grande facture de la crise, c'est l'Etat, c'est l'aide qui a été apportée au système économique.

HEDWIGE CHEVRILLON

Et que pense le patron des banquiers des déclarations qu'a dit Bruno LE MAIRE sur le fait d'annuler éventuellement la dette de ceux qui ne pourront pas rembourser ? Une annulation de dette, est-ce que vous l'envisagez ?

PHILIPPE BRASSAC

Je pense que quand s'est dit de cette façon-là, on pense à la macroéconomie globalement.

HEDWIGE CHEVRILLON

Non, non, non ! C'est pour des entreprises qui ont...

PHILIPPE BRASSAC

Parce que si c'est individuel, ça se passe souvent et tout le temps, lorsqu'il n'y a pas d'autre issue. Les banques dans leurs relations personnalisées, y compris du recouvrement, sont amenées - ça s'appelle le coût du risque à la fin - à ne pas pouvoir recouvrer toutes les créances. Donc de toute manière, le sort négatif de certaines créances, ça fait partie du métier de banquier en tant que tel.

HEDWIGE CHEVRILLON

D'accord.

PHILIPPE BRASSAC

Mais une nouvelle - comment dire - il y avait le challenge de protéger l'économie ; ça a été réussi. Il y a le challenge de relancer, il faut vraiment le réussir. La question des PGE de la dette, je pense que le graphique est assez clair : c'est quelque chose qui suppose surtout de la souplesse à la main des entrepreneurs et, franchement à cet instant, du coup, ce n'est pas le sujet de 2021.

HEDWIGE CHEVRILLON

Oui. Juste le dernier chiffre du nombre de PGE au CREDIT AGRICOLE ou alors, si vous avez le chiffre, au niveau de la Fédération bancaire ?

PHILIPPE BRASSAC

Au niveau total, c'est 677 000 PGE donc pour 137 milliards d'euros. Et pour le groupe CREDIT AGRICOLE, c'est on va dire 27 à 30 % de cela.

HEDWIGE CHEVRILLON

Oui. Est-ce que sur les défaillances d'entreprises, vous avez vu des chiffres et la CPME aussi qui s'inquiète. Est-ce que vous êtes inquiet ou pas ? Ou vous pensez qu'on agite un chiffon rouge et que ce n'est pas du tout... Il y aura des défaillances mais...

PHILIPPE BRASSAC

Non. On peut être inquiet, on peut être optimiste, je veux dire ce n'est pas la question. Il faut être engagé et mobilisés sur le scénario. Pour l'instant, ce scénario qui coûte très cher à l'Etat, il a un bénéfice : c'est qu'il y a beaucoup moins de faillites qu'habituellement. Vous avez vu, 30 000 en 2020 plutôt que 50 000. On ne peut pas non plus avoir comme pessimisme d'esprit de se dire à la fois l'Etat aura payé beaucoup, et ça n'aurait été que pour reporter des faillites. Ce n'est pas ça. L'Etat met beaucoup pour que le tissu économique soit toujours présent lorsque les chiffres d'affaires repartiront. Il y a un stress pour les entrepreneurs et pour tous les acteurs de la mise en oeuvre opérationnelle de ce scénario, mais ce n'est pas un stress de capacité à sortir de cette crise parce qu'on connaît les chemins et on est tous engagés dessus.

HEDWIGE CHEVRILLON

A propos de stress, je voudrais qu'on parle de stress tests pour conclure, Philippe BRASSAC.

PHILIPPE BRASSAC

Oui.

HEDWIGE CHEVRILLON

Notamment ceux qui ont été réalisés par la Banque de France et de la CPR, l'Autorité de contrôle. Sur les stress tests climatiques d'abord, il y avait neuf banques, vous faisiez partie des neuf banques le CREDIT AGRICOLE, j'imagine.

PHILIPPE BRASSAC

Oui, naturellement. Naturellement.

HEDWIGE CHEVRILLON

La banque verte. Visiblement, il n'y a pas un choc climatique pour les banquiers. C'est-à-dire que vous n'avez pas une exposition très importante au risque climatique.

PHILIPPE BRASSAC

Pas plus que la société. En fait, c'est pour ça qu'on est critiqué. Souvent le bilan des banques représente l'économie telle qu'elle est. Le choc ne peut pas être plus grand pour les banques que pour l'économie tout court. Et on trouve simplement dans les évaluations de l'EBA qui veut regarder si le risque n'est pas trop concentré sur certaines banques sur des scénarios à 30 ans. Je crois qu'ils qualifient le risque bancaire français de modéré. Simplement du coup, nous notre préoccupation ce n'est pas notre propos risque c'est d'accompagner le plus vite possible en rehaussant les niveaux l'accompagnement de la transition énergétique et de la lutte contre le dérèglement climatique. Et en l'occurrence, c'est un effort collectif. On nous demande faire beaucoup et c'est normal, et je pense qu'on va faire de plus en plus, dès lors qu'au lieu de ne prendre que quelques engagements symboliques, on fait passer dans la relation client les outils, les discussions qui permettent d'accompagner les clients de la transition climatique.

HEDWIGE CHEVRILLON

Oui, avec une note quelque part...

PHILIPPE BRASSAC

Absolument, la note de transition climatique pour tous nos clients Grandes entreprises qui n'est pas une note de diagnostic ou de sanction, mais qui est une note de discussion et d'accompagnement dans leur propre trajectoire de maîtrise du risque climatique.

HEDWIGE CHEVRILLON

Là il y a toute une série de résultats trimestriels. Est-ce qu'il faut s'attendre d'une manière générale à une montée des risques encore ou pas ?

PHILIPPE BRASSAC

Une nouvelle fois, normalement non parce que je suis juste en train de suivre le scénario qui a été mis en oeuvre dans cette crise. Si les entreprises ont été massivement sauvées par l'aide de l'Etat, on ne devrait pas avoir ensuite un coût du risque qui apparaîtrait a posteriori.

HEDWIGE CHEVRILLON

Deux petites questions. Vous êtes intéressé par ORANGE BANK ou toujours pas ?

PHILIPPE BRASSAC

Nous ne sommes pas candidat à la reprise de cette banque parce que nous sommes sur nos propres chemins et nos propres trajectoires de la banque plutôt relationnelle, c'est-à-dire intégrant le digital et l'humain et pas aussi spécifiquement que certains réseaux, la relation spécifiquement à distance.

HEDWIGE CHEVRILLON

Philippe BRASSAC, ma question habituelle. Est-ce que vous êtes quand même rassuré et surtout les comptes du CREDIT AGRICOLE sont rassurés par l'accord qui a été signé autour d'Arnaud LAGARDERE ? Vous qui êtes le banquier personnel d'Arnaud LAGARDERE.

PHILIPPE BRASSAC

Dès lors qu'il y a un accord dans l'environnement, c'est toujours une bonne chose. Je n'ai jamais commenté ce dossier-là. Je trouve que c'est très bien qu'il y ait un accord avec toutes les parties prenantes. Voilà.

HEDWIGE CHEVRILLON

Merci beaucoup Philippe BRASSAC.

PHILIPPE BRASSAC

Merci à vous.

HEDWIGE CHEVRILLON

Directeur du CREDIT AGRICOLE et puis président de la Fédération bancaire française. On a compris, vous dites vraiment aux entreprises : « Il faut y aller, la concurrence est déjà là. » On a compris le message. 19:30:21
FIN